Province de Québec
Municipalité de Saint-Valère
Lundi 3 février 2014

Procès-verbal de la réunion ordinaire du Conseil municipal, tenue lundi le 3 février 2014 à la salle municipale, de 20 h à 20 h 35.

Sont présents: Madame Mireille Brûlé
 Messieurs Yannick Trépanier
 Claude Bourassa
 Denis Bergeron
 Marcel Larochelle

Est absent: Monsieur Yvon Martel

La séance est ouverte à 20 h par le maire, Monsieur Louis Hébert, qui est le président de l'assemblée. Monsieur Jocelyn Jutras, directeur général et secrétaire-trésorier, agit comme secrétaire de la réunion.

- 20-2014 Lecture et adoption de l'ordre du jour.
Il est proposé par Claude Bourassa et appuyé par Mireille Brûlé que l'ordre du jour soit adopté tel que lu.
- 21-2014 Adoption du procès-verbal du lundi 13 janvier 2014.
Il est proposé par Yannick Trépanier et appuyé par Marcel Larochelle que le procès-verbal de l'assemblée ordinaire du 13 janvier 2014 soit accepté tel que lu.
- 22-2014 Les Comptes.
Il est proposé par Denis Bergeron et appuyé par Claude Bourassa que les comptes soient acceptés tel que présentés.

Voir la liste des comptes fournisseurs annexée.
- 23-2014 Autorisation pour le cours sur les « Rôles et responsabilité des élus et des directeurs généraux » à Victoriaville, le 13 février 2014.
Il est proposé par Mireille Brûlé et appuyé par Claude Bourassa que le Conseil accepte les frais et dépenses relatives à l'inscription et au suivi du cours offert par l'ADMQ sur les « Rôles et responsabilités des élus et des directeurs généraux » qui se tiendra le 13 février 2014 à Victoriaville, par Monsieur Jocelyn Jutras, directeur général et secrétaire-trésorier.
- 24-2014 Demande de contribution 2014 de l'AFÉAS et autorisation de dépenses pour la représentation des élus pour le Gala Excellence.
Il est proposé par Yannick Trépanier et appuyé par Claude Bourassa que le Conseil autorise une contribution de 100 \$ à l'AFÉAS de Saint-Valère à titre de commandite suite à la nomination de Madame Manon Babin dans la catégorie « Éducation » au « Gala Excellence au féminin 2014 ». Le Conseil autorise également les frais de représentation (billets au coût unitaire de 65 \$) des élus désirant soutenir la candidate lors de cette soirée.
- 25-2014 Autorisation de dépenses pour souligner les nouveaux arrivants.
Il est proposé par Claude Bourassa et appuyé par Marcel Larochelle que le Conseil autorise les dépenses pour souligner l'arrivée des nouveaux résidents de la municipalité. Les nouveaux arrivants seront invités par la municipalité gratuitement.

- 26-2014 Autorisation des dépenses Brunch Avenues Santé Bois-Francis.
Il est proposé par Mireille Brûlé et appuyé par Denis Bergeron que le conseil autorise les dépenses reliées au Brunch-bénéfice organisé par l'organisme sans but lucratif Avenues Santé Bois-Francis qui se tiendra le 16 février 2014. La municipalité paie un montant de 480 \$ pour la contribution au brunch.
- 27-2014 Autorisation pour l'achat d'une boîte de camion.
Il est proposé par Mireille Brûlé et appuyé par Claude Bourassa que le Conseil autorise l'achat d'une boîte de fibre couvrant la boîte du camion Ford F-250 pour le camion de services au montant de 6 000 \$ ainsi que 2 000 \$ d'équipements pour la boîte plus les taxes applicables.
- 28-2014 Autorisation de dépenses réforme cadastrale.
Il est proposé par Yannick Trépanier et appuyé par Marcel Larochelle que le Conseil autorise les dépenses suite à la réforme cadastrale pour une rencontre avec les contribuables touchées relatives à la correction de résidu de terrain d'ancien chemin remis à la municipalité.
- 29-2014 Autorisation de dépenses pour la conférence de presse.
Il est proposé par Denis Bergeron et appuyé par Yannick Trépanier que le Conseil autorise les dépenses entourant la conférence de presse du Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, de la Science et de la Technologie, le 7 février 2014, dans le cadre de l'annonce officielle d'une subvention pour le bâtiment multifonctionnel qui remplacera le pavillon des loisirs.
- 30-2014 Paiement de la quote-part de la Régie Intermunicipale de Sécurité Incendie de Bulstrode 2014.
Il est proposé par Yannick Trépanier et appuyé par Denis Bergeron que le Conseil accepte le paiement de la quote-part 2014 de la Régie Intermunicipale de Sécurité Incendie de Bulstrode au montant de 64 775 \$ payable en quatre versements égaux de 16 194 \$ soit les : 15 février, 15 avril, 15 juillet et 15 octobre de l'année 2014.
- 31-2014 Demande de délai pour le plan d'urbanisme de la Municipalité.
- ATTENDU** l'entrée en vigueur, le 4 avril 2008, du Schéma d'aménagement et de développement de la Municipalité régionale de comté d'Arthabaska, deuxième génération;
- ATTENDU QUE** la municipalité de Saint-Valère est en processus d'élaboration des règlements de concordance suite à l'entrée en vigueur du Schéma d'aménagement et de développement;
- ATTENDU QUE** le Ministère Ministère du Développement Durable, de l'Environnement et des Parcs a déposé un document déclarant le village de Saint-Valère zone inondable 0-20 ans avant l'adoption de la nouvelle réglementation de la Municipalité de Saint-Valère;
- ATTENDU QUE** l'entrée en vigueur de cette zone mettrait en péril le développement de la Municipalité car la zone inondable englobe tout le village et plus particulièrement le développement municipal;
- ATTENDU QUE** l'entrée en vigueur de cette zone menacerait également le développement économique de la Municipalité;
- ATTENDU QUE** l'adoption de la nouvelle réglementation a donc été remise à plus tard;

31-2014

Demande de délai pour le plan d'urbanisme de la Municipalité. (suite)

ATTENDU QUE suite au dépôt du rapport au Ministère du Développement durable et de l'Environnement, le Ministère demande des études supplémentaires pour exclure la zone;

ATTENDU QUE la Municipalité a fait faire une étude supplémentaire à la demande du Ministère du Développement Durable de l'Environnement qui a été terminé vers le milieu janvier 2014 et qui sera déposé au ministère pour analyse;

ATTENDU QUE la Municipalité adoptera sa nouvelle réglementation dès qu'elle aura reçu l'approbation du Ministère du Développement Durable, de l'Environnement et des Parcs suite à la réponse du ministère;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 59 de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* (L.R.Q., c. A-19.1), « *le conseil de toute municipalité dont le territoire est compris dans celui de la municipalité régionale de comté doit, dans les deux ans qui suivent l'entrée en vigueur du schéma révisé, adopter tout règlement de concordance* »;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 239 de cette même loi, « *le ministre peut prolonger, de sa propre initiative ou à la demande d'une municipalité régionale de comté, d'une municipalité (...), un délai ou un terme que leur impartit la présente loi, un règlement, une ordonnance, un avis ou un décret adopté ou rendu en vertu de la présente loi, si ce délai n'est pas expiré ou si ce terme n'est pas accompli. S'il le juge opportun, le ministre peut accorder un nouveau délai ou fixer un nouveau terme, à la demande de la municipalité régionale de comté, de la municipalité (...) en défaut, selon les conditions qu'il détermine* »

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par Marcel Larochelle et appuyé par Yannick Trépanier que le Conseil demande au ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire de prolonger le délai pour l'adoption des règlements de concordance de la Municipalité de Saint-Valère jusqu'au 30 juin 2015.

32-2014

Persévérance scolaire.

ATTENDU QUE la Table régionale de l'éducation du Centre-du-Québec mobilise depuis 2004 tous les acteurs de la communauté à soutenir la réussite éducative afin que le plus grand nombre de jeunes obtiennent un premier diplôme ou qualification;

ATTENDU QUE la région du Centre-du-Québec a besoin d'une relève qualifiée pour assurer son plan de développement socioéconomique;

ATTENDU QUE la Table régionale de l'éducation du Centre-du-Québec tient, chaque année dans la troisième semaine de février, une édition centricoise des *Journées de la persévérance scolaire*;

ATTENDU QUE dans le cadre des éditions centricoises des *Journées de la persévérance scolaire*, la Table régionale de l'éducation du Centre-du Québec invite tous les acteurs de la communauté à poser un geste d'encouragement à l'égard de la persévérance scolaire afin de démontrer aux jeunes que la communauté les soutient dans la poursuite de leurs études;

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par Claude Bourassa et appuyé par Marcel Larochelle que le conseil déclare que la Municipalité de Saint-Valère appuie les *Journées de la persévérance scolaire* par cette résolution. Les membres du Conseil s'engagent à porter fièrement le ruban et à hisser le drapeau de la persévérance scolaire lors des *Journées de la persévérance scolaire* en février de chaque année, soulignant ainsi les efforts des jeunes de la municipalité.

33-2014

Autorisation dépenses soirées d'information du 5 février 2014

Il est proposé par Claude Bourassa et appuyé par Denis Bergeron que le conseil autorise les dépenses pour la soirée d'information « Comment un conseil municipal devrait-il aborder les règlements discrétionnaires? ».

Je, soussigné, certifie par les présentes qu'il y a des crédits disponibles pour payer les dépenses autorisées par les résolutions suivantes:

22-2014, 23-2014, 24-2014, 25-2014, 26-2014, 27-2014, 28-2014, 29-2014, 30-2014.

EN FOI DE QUOI, je donne ce certificat, ce 3^{ième} jour du mois de février deux mil quatorze.

Le directeur général
et secrétaire-trésorier,

Jocelyn Jutras

34-2014

Clôture de la séance.

Il est proposé à 20 h 35 par Claude Bourassa que la séance est levée.

Le maire a pris connaissance de toutes les résolutions qui précèdent et est en accord. En conséquence, il n'exercera pas son droit de veto.

Louis Hébert
Maire

Louis Hébert
Maire

Jocelyn Jutras,
Directeur général
et secrétaire-trésorier